



Actualités OFS



3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, juillet 2010

Indicateurs du marché du travail 2010

Résultats commentés pour la période 2004–2010

(Extraits de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2010»)

Renseignements:

Thierry Murier, OFS, Section Travail et vie active, tél.: 032 713 63 63

e-mail: Thierry.Murier@bfs.admin.ch

N° de commande: 206-1004

Abréviations dans les graphiques

| | |
|----------|--|
| CMT | Comptes globaux du marché du travail |
| ESPA | Enquête suisse sur la population active |
| ESS | Enquête suisse sur la structure des salaires |
| EUROSTAT | Office statistique des Communautés européennes |
| ISS | Indice suisse des salaires |
| SECO | Secrétariat d'Etat à l'économie |
| SPAO | Statistique de la population active occupée |
| SPSE | Statistique des personnes sans emploi |
| STATEM | Statistique de l'emploi |
| SVOLTA | Statistique du volume du travail |

Table des matières

| | |
|--|----|
| 2004–2009: Principales évolutions sur le marché suisse du travail | 4 |
| 2004–2009: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail | 6 |
| 2004–2009: La situation des hommes et femmes sur le marché du travail | 8 |
| 2004–2009: La main-d'œuvre suisse et étrangère | 10 |
| 2004–2009: Evolution dans les différents secteurs économiques | 12 |
| 2004–2009: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse | 14 |
| Situation du marché du travail au 1 ^{er} trimestre 2010 et perspectives à court terme | 16 |
| Le marché suisse du travail en comparaison internationale | 18 |

«Indicateurs du marché du travail 2010»

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires. Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2004–2010, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de soixante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

La publication «Indicateurs du marché du travail 2010» sera disponible dès le 27 août 2010.

N° de commande: 206-1002
Commandes: tél.: 032 713 60 60 fax: 032 713 60 61
Prix: Fr. 22.– ; env. 130 pages

2004–2009: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

Jusqu'au 2^e trimestre 2008, la Suisse connaît un contexte économique favorable. Les principaux indicateurs du marché du travail témoignent de la bonne tenue de l'économie suisse: le nombre d'actifs occupés, le nombre d'emplois et le volume total des heures travaillées progressent sensiblement, le chômage se réduit fortement et les immigrations de main-d'œuvre dépassent largement les émigrations. Cependant, la crise des marchés financiers au cours du 3^e trimestre 2008 influence rapidement l'évolution économique et l'évolution du marché du travail. Au 2^e trimestre 2009, l'emploi se montre en recul et le nombre de chômeurs repart à la hausse. Sur l'ensemble de la période 2004–2009, les salaires progressent en termes réels de 3,1%, ce qui correspond à un accroissement annuel moyen de 0,5%.

Deux phases bien distinctes caractérisent la période 2004–2009: jusqu'à la première moitié de l'année 2008, la Suisse connaît une période de haute conjoncture qui s'accompagne d'une progression significative de l'emploi et d'un recul du chômage. Cette situation conjoncturelle favorable s'achève au cours du deuxième semestre 2008, suite à la crise mondiale des marchés financiers qui provoque un ralentissement de la croissance économique avec des conséquences négatives pour l'ensemble du marché du travail.

L'activité professionnelle progresse fortement entre juin 2004 et juin 2008: selon les statistiques basées sur les enquêtes auprès des ménages, le marché du travail enregistre en quatre ans un gain de 340'000 actifs occupés, soit une progression de +8,2%. Dans le même temps, les informations collectées auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire indiquent un gain de 289'000 emplois (+7,9%). Dans ce contexte conjoncturel favorable, le nombre de personnes sans emploi (chômeurs selon la définition du Bureau international du Travail) diminue et leur part dans la population active se réduit de près d'un point, passant de 4,2% en juin 2004 à 3,3% en juin 2008. Sur la même période, le taux de chômage (chômeurs inscrits) baisse encore plus fortement, passant de 3,7% à 2,3%. La forte demande de travail favorise aussi l'immigration de personnes actives: entre le début de l'année 2004 et la fin de l'année 2008, la Suisse présente un excédent d'immigration de main d'œuvre de 207'000 personnes.

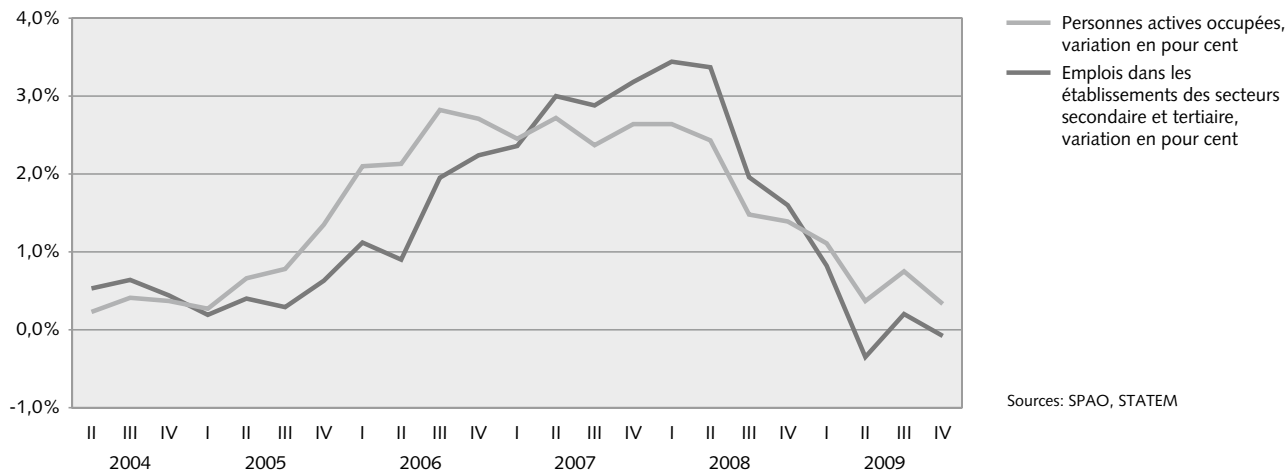
Après près de trois années de forte croissance de l'emploi, la deuxième partie de l'année 2008 marque le début d'un nouveau ralentissement. Si le nombre de personnes actives occupées progresse toujours légèrement (+17'000; +0,4%) entre juin 2008 et juin 2009, le nombre d'emplois annoncés par les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire s'affiche en recul (-14'000, -0,4%). Dans le même temps, le taux de sans-emploi repart à la hausse et s'établit à 4,2% en juin 2009. La situation ne s'améliore pas au cours des deux derniers trimestres de l'année: à fin 2009, l'emploi stagne et le taux de sans-emploi atteint 4,7%, soit son plus haut niveau depuis près de 5 ans.

Sur un plan structurel, la période 2004–2009 continue d'être marquée par le solide développement de l'activité à temps partiel: en juin 2009, 1,479 million de personnes occupent un poste à temps réduit, soit environ une personne active occupée sur trois. Ce nombre est en augmentation de 14,2% par rapport à juin 2004 (1,295 million). Durant la même période, la progression du nombre d'actifs occupés à plein temps, bien qu'également positive, est moins forte (+6,0% à 3,044 millions en juin 2009). Ce glissement vers le temps partiel n'empêche pas le volume total des heures effectives de travail de progresser entre 2004 et 2008 (+5,9%). Cette augmentation des heures travaillées s'explique principalement par la progression du nombre de postes de travail, la durée annuelle effective de travail par emploi ayant diminué de 3,0% sur la période considérée.

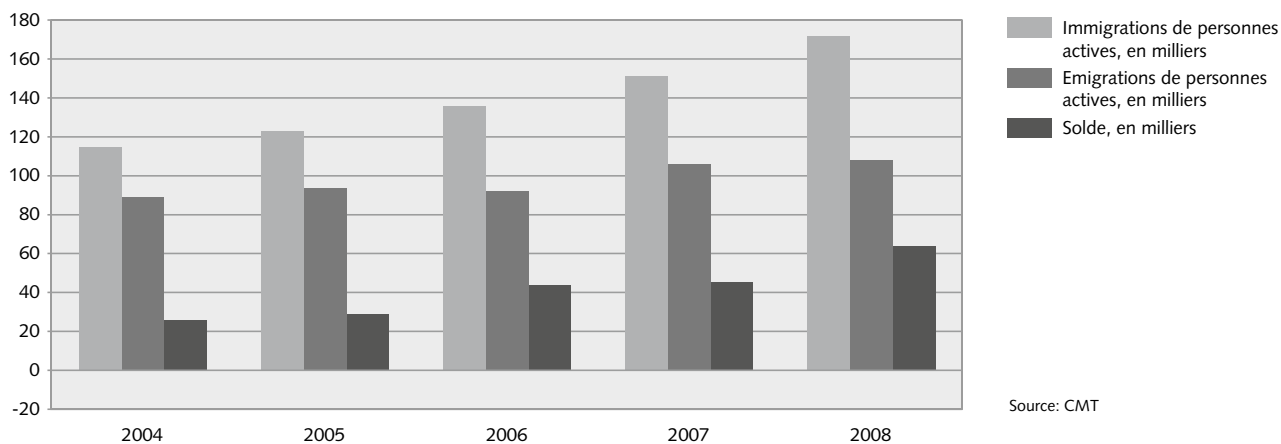
En 2009, les salaires réels enregistrent une progression marquée à 2,6%, sous l'effet conjugué d'une hausse des salaires nominaux à 2,1% et d'une inflation négative à 0,5%. Cette forte progression marque une nette rupture par rapport aux années précédentes. En effet, de 2004 à 2008, le taux de croissance annuel des salaires réels se situe dans une fourchette allant de -0,4% à 0,9%. Sur la période 2004 à 2009, l'accroissement annuel moyen des salaires réels s'élève à 0,5%.

2004–2009: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

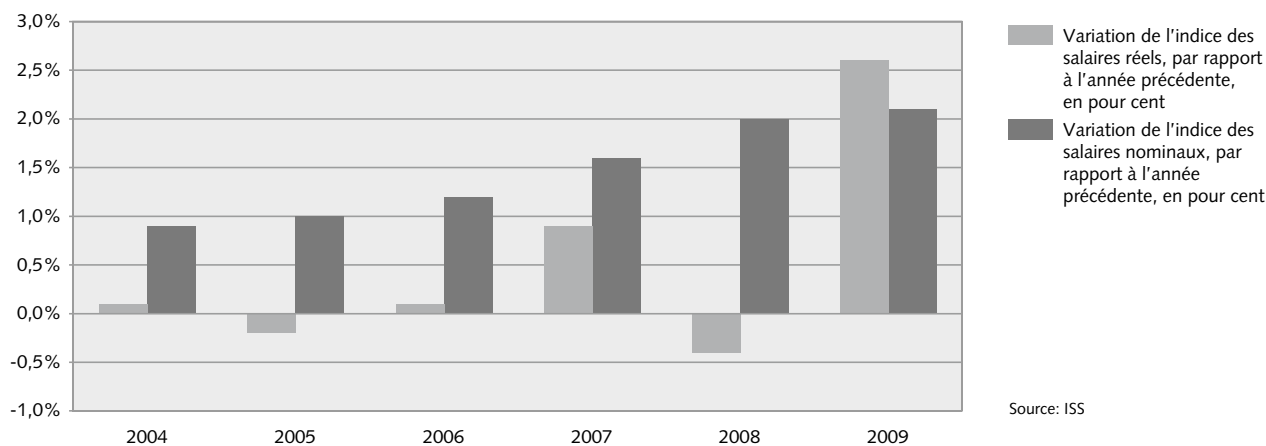
Variation du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, juin 2004 – décembre 2009



Migration de main-d'œuvre, en milliers, 2004–2008



Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2004–2009



2004–2009: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

En 2004 et 2005, le marché du travail se caractérise par une offre de travail excédentaire. Malgré le timide retour de la croissance, le chômage reste à des niveaux élevés et les entreprises peinent à engager du personnel supplémentaire. A partir de la fin de l'année 2005, la vitalité de la reprise économique permet enfin aux entreprises d'accroître leurs effectifs et le chômage baisse de manière significative. Au début de l'année 2008, les entreprises commencent à faire face à des difficultés de recrutement, particulièrement en ce qui concerne la main-d'œuvre qualifiée. Cependant, le recul de l'économie au cours du 2^e semestre de l'année 2008 inverse la tendance et l'année 2009 marque le retour à de hauts niveaux de chômage.

Le retour d'une croissance modérée dès le 4^e trimestre 2003 n'a pas de répercussions immédiates sur le marché du travail: entre le 2^e trimestre 2004 et le 2^e trimestre 2005, l'indice des places vacantes évolue de façon marginale entre 90 et 112 et l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi n'excède jamais 1,02. Le taux de sans-emploi (taux de chômage selon la définition du Bureau international du Travail) est même en légère augmentation (juin 2004: 4,2%; juin 2005: 4,4%), alors que la part de chômeurs inscrits dans la population active ne baisse que très faiblement (le taux de chômage passe de 3,7% à 3,6%). Quant au nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (personnes avec gain intermédiaire et personnes en programme d'emploi temporaire ou en programme de reconversion et de perfectionnement), il augmente légèrement en l'espace d'un an (+2000 pour atteindre 70'000 en juin 2005).

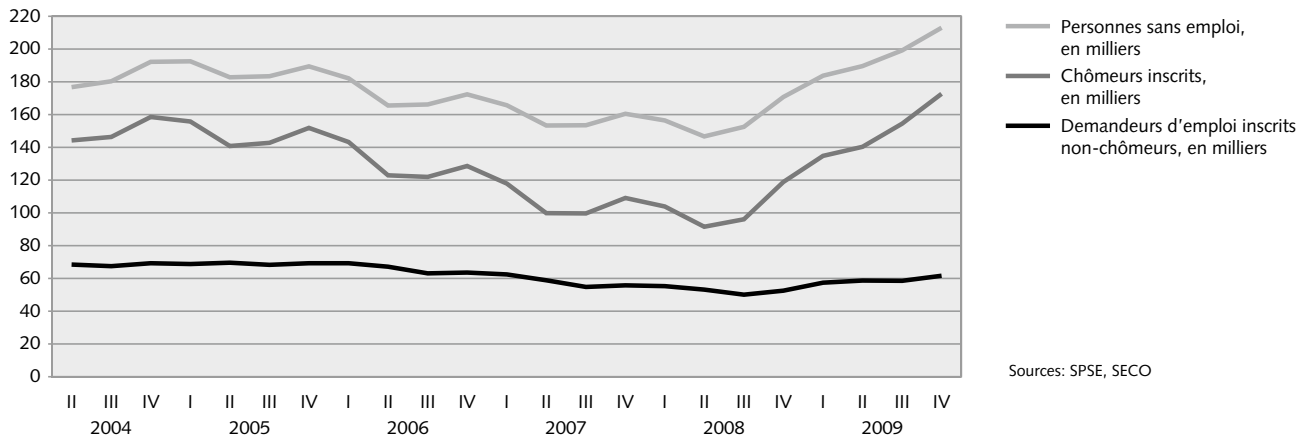
Il faut attendre l'accélération de la croissance économique perceptible dès la fin de l'année 2005 pour enfin observer un changement dans l'orientation des indicateurs du marché du travail. Entre juin 2005 et juin 2008, le chômage se réduit sensiblement: le nombre de sans-emploi passe de 183'000 à 147'000 et le nombre de chômeurs inscrits redescend sous la barre des 100'000, atteignant un seuil de 92'000 personnes en juin 2008. Malgré cette baisse significative, le chômage se maintient à un niveau plus élevé qu'au cours de la précédente période de croissance (1998 à 2001) et reste supérieur à 3%. Parallèlement, la demande de travail s'accroît. L'indice des places vacantes augmente progressivement pour atteindre 217 en juin 2008. Il reste toutefois assez éloigné du niveau record atteint au milieu de l'an 2000 (284). Avec une valeur de 1,07 en juin 2008, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi atteint un de ses plus hauts niveaux depuis son introduction au 1^{er} trimestre 2004. Quant à la part des établissements ayant

annoncé avoir rencontré des difficultés à recruter du personnel qualifié, elle double, passant de 17,3% (du total des emplois à la fin du 2^e trimestre 2005) à 35,0%. En l'espace de trois ans, le marché du travail passe ainsi d'un excédent d'offre de travail à un excédent de demande. La durée annuelle d'heures supplémentaires par emploi s'est cependant réduite de 2,5% entre 2004 et 2008. A titre indicatif, les 188 millions d'heures supplémentaires effectuées en 2008 correspondent à quelques 90'000 emplois à plein temps. Il serait cependant erroné de conclure que le chômage aurait pu être résorbé grâce à une meilleure répartition du travail. En effet, le travail supplémentaire est souvent de nature temporaire et des décalages toujours plus importants subsistent entre les qualifications requises par les entreprises et les qualifications des personnes sans emploi.

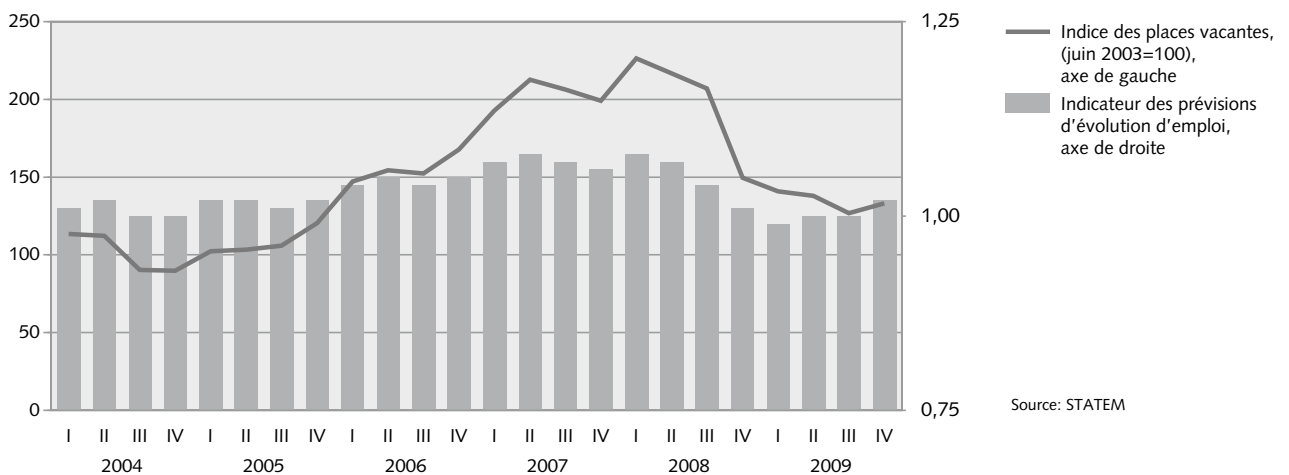
Conséquence de la crise sur les marchés financiers, le ralentissement de la croissance à partir de la deuxième moitié de l'année 2008 va rapidement plonger le marché du travail dans la morosité: le nombre de sans-emploi repart avec force à la hausse, passant de 147'000 en juin 2008 à 189'000 en juin 2009. Dans le même temps, le nombre de chômeurs inscrits augmente de 91'000 à 140'000. La situation s'aggrave encore entre juin et décembre 2009 avec un effectif de sans-emploi atteignant 213'000 personnes à la fin de l'année (chômeurs inscrits: 173'000 personnes). Du côté des entreprises, l'indice des places vacantes chute à 138 en juin 2009, contre encore 217 un an plus tôt et l'indice des prévisions d'évolution d'emploi n'est plus que de 1,00. Quant à la part des établissements ayant annoncé avoir rencontré des difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée, elle chute de 10 points de pour cent à 24,3% en juin 2009 par rapport à juin 2008.

2004–2009: Les déséquilibres sur le marché suisse du travail

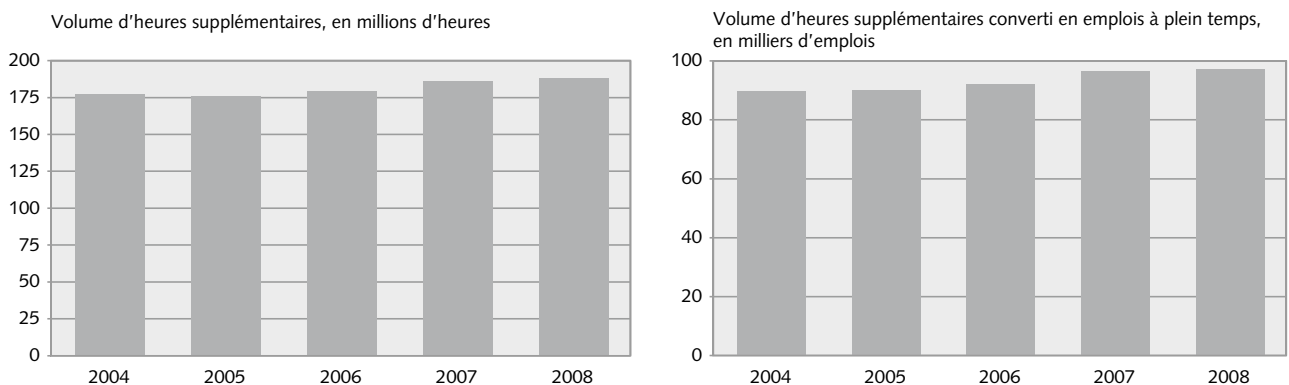
Personnes sans emploi, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, juin 2004 – décembre 2009



Indice des places vacantes et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi, mars 2004 – décembre 2009



Volume d'heures supplémentaires, en millions d'heures et son équivalent en emplois à plein temps*, 2004–2008



* L'équivalent en emplois à plein temps est obtenu en divisant les heures supplémentaires par la durée effective de travail dans les emplois à plein temps

Source: SVOLTA

2004–2009: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

L'emploi continue de se féminiser entre 2004 et 2009, l'activité féminine progressant toujours plus fortement que celle des hommes. La tertiarisation de l'économie et surtout le développement du travail à temps partiel contribuent à cette évolution. En effet, cinq femmes actives occupées sur six travaillent dans le secteur des services et plus d'une femme active occupée sur deux travaille à temps partiel. Même si aujourd'hui la majorité des hommes exercent aussi leur activité dans le secteur tertiaire, le secteur industriel représente encore un tiers des emplois masculins. La bonne conjoncture dans ce secteur entre le milieu de l'année 2005 et la fin de 2007 a ainsi profité particulièrement aux hommes. Malgré une présence accrue sur le marché du travail, les femmes restent confrontées, tant en termes de chômage que de salaires, à des conditions généralement moins favorables que les hommes.

Entre juin 2004 et juin 2009, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et hommes sans emploi confondus) progresse de 6,7% (2,565 millions en juin 2009), alors que le nombre de femmes présentes sur le marché du travail augmente de 10,7% (2,147 millions de femmes actives en juin 2009). Ces dernières voient ainsi leur part au sein de la population active croître d'un point de pour cent, passant de 44,6% à 45,6% en l'espace de cinq ans. Si les hommes ont particulièrement bénéficié de la haute conjoncture dans le secteur secondaire entre la mi-2005 et le début 2008, les femmes poursuivent la progression régulière observée depuis de nombreuses années. Outre une conjoncture favorable jusqu'à mi-2008, le fait de mener de plus en plus souvent de front activité professionnelle et vie de famille explique cette évolution.

La place toujours plus importante qu'occupe le travail à temps partiel dans notre société contribue au développement de l'activité des femmes (et vice-versa). Son rythme de progression s'est toutefois affaibli au cours de la période sous-revue, la part des femmes travaillant à temps partiel n'est en juin 2009 que de 0,4 point de pour cent plus élevée qu'en juin 2004 (56,9% contre 56,5%). Chez les hommes, le travail à temps partiel touche un homme sur huit en 2009 (12,6% en juin 2009 contre 10,8% 5 ans plus tôt). La distribution très inégale du temps partiel explique que les femmes ne contribuent que pour un peu plus du tiers du volume total des heures effectives de travail (36,7% en 2008).

La tertiarisation de l'économie est un autre élément qui favorise l'essor de l'activité des femmes. En effet, c'est dans le secteur tertiaire que travaillent la majorité écrasante des femmes actives occupées (85,8% en juin 2009). Seules 11,6% d'entre elles sont occupées dans le secondaire et 2,6% dans le primaire. Si les hommes travaillent eux aussi majoritairement dans le secteur des services (62,9%), comparativement aux femmes ils restent fortement présents dans le secteur secondaire (32,5%). Enfin, 4,6% d'entre eux sont actifs dans le secteur primaire.

Au début de la période sous revue et suite à deux années de ralentissement économique, le niveau de sans-emploi est élevé tant chez les hommes (3,8% des hommes actifs en juin 2004) que chez les femmes (4,8%). A partir du milieu de l'année 2005, l'accélération de la croissance profite davantage aux hommes: leur taux de sans-emploi tombe à 2,7% en juin 2008 alors qu'il ne descend pas en-dessous de 4,0% chez les femmes. Le ralentissement de la croissance au 3^e trimestre 2008 va en

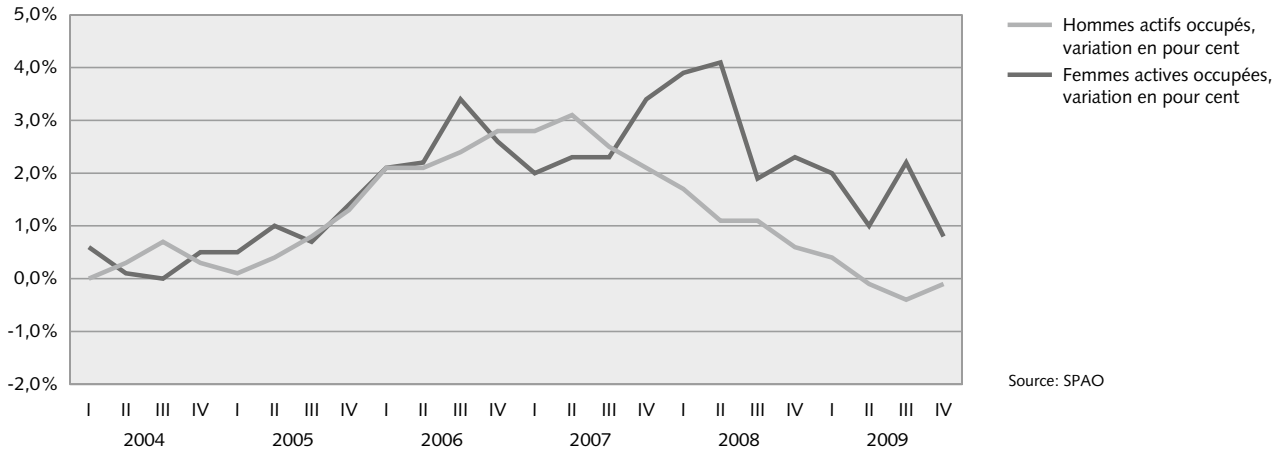
l'espace d'un an ramener le taux de sans-emploi des hommes et des femmes à un niveau quasi identique à celui de juin 2004 (juin 2009: 3,8% chez les hommes et 4,7% chez les femmes). Pour comprendre l'évolution différente du chômage entre les sexes, il est utile de distinguer chômage frictionnel, structurel et conjoncturel. Le chômage frictionnel (conséquence du temps nécessaire pour trouver un travail après une période d'inactivité ou après la perte imprévue d'un emploi) reste plus élevé chez les femmes; celles-ci sont en effet plus nombreuses que les hommes à réintégrer le marché du travail après avoir cessé leur activité professionnelle pour se consacrer à leur famille. Sur le plan du chômage structurel (conséquence des décalages entre compétences offertes et demandées et du manque de mobilité géographique des chômeurs), les femmes semblent également moins bien loties que les hommes: elles présentent en moyenne un niveau de formation moins élevé, peinent parfois à faire valoir leurs compétences après une pause familiale et sont souvent liées à la région dans laquelle travaille leur conjoint. En raison de leur forte présence dans le secteur secondaire (industrie et construction), les hommes sont par contre moins bien lotis en regard du chômage conjoncturel (conséquence de l'évolution du cycle économique). Le secteur secondaire réagit en effet plus rapidement aux coups de frein conjoncturels (ce qui est le cas à partir de la deuxième moitié de l'année 2008) que le secteur des services. Il est par contre généralement le premier à retrouver de la vigueur lors de phases de reprise économique (ce qui est dès le milieu de l'année 2005).

Avec un salaire brut standardisé médian de 6248 francs par mois en 2008, les hommes restent encore nettement mieux rémunérés que les femmes. Le salaire de ces dernières s'élève en effet à 5040 francs soit 19,3% de moins. La différence diminue cependant, puisqu'elle était encore de 21,5% dix ans plus tôt. Etant donné l'élévation continue du niveau de formation des femmes et leur accès de plus en plus fréquent à des postes à responsabilités, cette réduction de l'écart salarial devrait se poursuivre.

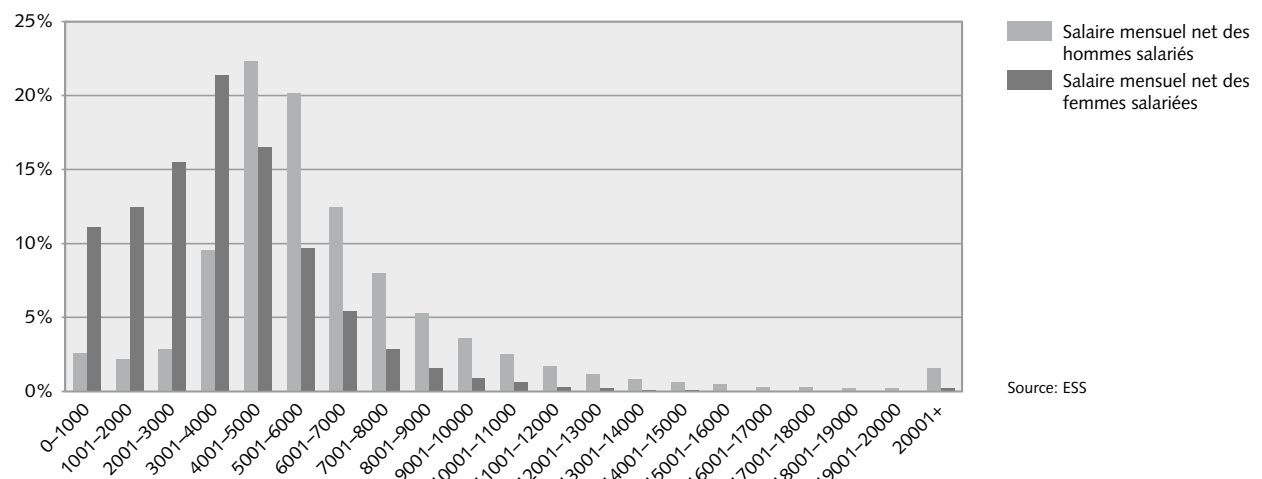
La progression plus soutenue de l'indice des salaires des femmes s'inscrit dans une tendance de long terme observée depuis le milieu des années 1960. Toutefois, cette croissance plus élevée reste à relativiser puisque le calcul de variation se base sur des salaires féminins globalement moins élevés que ceux des hommes. Sur les six années de 2004 à 2009, l'accroissement annuel moyen des salaires réels s'élève à 0,5% pour les femmes et pour les hommes.

2004–2009: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

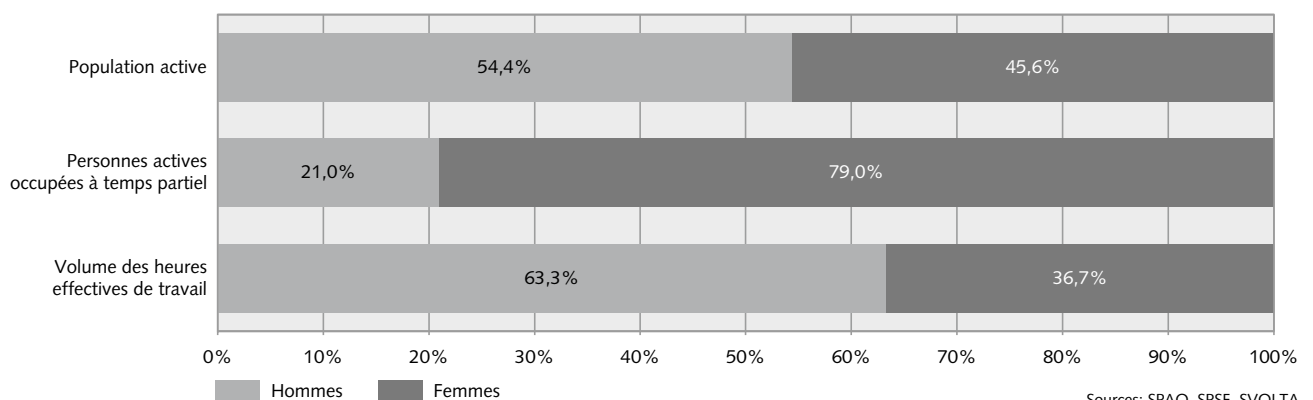
Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, mars 2004 – décembre 2009



Distribution des salaires mensuels nets non standardisés, par sexe, en pour cent, 2008



Répartition hommes/femmes de la population active (juin 2009), des personnes actives occupées à temps partiel (juin 2009) et du volume des heures effectives de travail (2008), en pour cent



2004–2009: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de travailleurs étrangers. Entre 2004 et 2009, la progression du nombre de personnes actives de nationalité étrangère est trois fois plus élevée que celle du nombre de travailleurs suisses. La différence serait encore nettement plus marquée sans les naturalisations. Sur l'ensemble de la période, les taux de sans-emploi des étrangers restent de deux à trois fois plus élevés que ceux des Suisses. Enfin, les conditions salariales continuent à être plus favorables aux Suisses.

Entre juin 2004 et juin 2009, le nombre de travailleurs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers sans emploi confondus) progresse trois fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+17,4% à 1,331 million contre +5,4% à 3,381 millions). Outre l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne en juin 2002, la conjoncture économique favorable jusqu'au 3^e trimestre 2008 contribue à expliquer ce fort mouvement migratoire. Les effets de la crise des marchés financiers ne se font pas immédiatement sentir puisque la hausse de la population active étrangère a été marquée entre le 2^e trimestre 2008 et le 2^e trimestre 2009 (+4,8%). Elle est le reflet d'une immigration très soutenue de main-d'œuvre étrangère: sur l'ensemble de la période 2004–2008, le nombre de travailleurs étrangers immigrant en Suisse excède de 234'000 personnes celui de ceux qui quittent le pays. Les migrations de personnes actives de nationalité suisse se soldent par contre par un bilan négatif de 27'000 personnes actives sur cinq ans.

Les naturalisations jouent un rôle sur la structure de la population active: de 2004 à 2008, quelque 117'000 personnes actives étrangères obtiennent la nationalité suisse. Sans ces changements de nationalité, les effectifs de main-d'œuvre étrangère auraient augmenté de 27,7% entre 2004 et 2009, alors que la population active suisse ne se serait accrue que de 1,7%. En 2009, la part d'étrangers dans la population active s'élève à 28,2% contre 26,1% cinq ans plus tôt.

Parmi les Suisses présents sur le marché du travail en juin 2009, 3,272 millions occupent une place de travail tandis que 109'000 sont sans emploi. Les Suisses atteignent ainsi un taux de sans-emploi de 3,2%, légèrement supérieur à celui de 2004 (3,0%). La situation des étrangers reste moins favorable: en juin 2009, 1,251 million sont actifs occupés, alors que 80'000 sont sans emploi. Le taux de sans-emploi dans la population étrangère a diminué en l'espace de cinq ans: il s'élève à 7,2% dans la population active étrangère, contre 8,4% en juin 2004. Les étrangers demeurent plus exposés au risque du chômage, d'une part en raison du fait qu'un nombre relativement important d'entre eux n'ont pas achevé d'autre formation après l'école obligatoire (28,9% des actifs étrangers contre 12,9% des actifs suisses), d'autre part à cause de leur forte représentation dans le secteur secondaire, secteur particulièrement sensible aux aléas de la conjoncture. Dans ce secteur, la part représentée par la main-d'œuvre étrangère s'élève à plus d'un tiers (36,3% en juin 2009), alors que dans le tertiaire, celle-ci ne s'élève qu'à 25,7%; dans le secteur primaire, seul un travailleur sur huit (12,5%) est étranger. Les travailleurs étrangers occupent pour la plupart un emploi salarié (95,4%; Suisses: 87,2%). Seuls 4,6% exercent une activité en tant qu'indépendant

ou comme collaborateur d'une entreprise ou exploitation familiale. Différents facteurs expliquent cet écart, parmi lesquels des questions d'intégration et l'impossibilité de reprendre une entreprise familiale pour les étrangers de la 1^{ère} génération. De plus, la part des personnes de moins de 40 ans est plus importante dans la population étrangère que chez les Suisses (la classe d'âges de 40 à 64 ans compte une proportion d'indépendants nettement plus élevée que dans les autres classes d'âges).

Entre juin 2004 et juin 2009, la part de personnes travaillant à temps partiel s'inscrit en légère hausse pour les Suisses (+2,5 points de pour cent). Chez les étrangers, cette part est restée stable (+0,3 point). Ce mode de travail reste moins répandu chez les femmes étrangères que chez celles de nationalité suisse puisqu'au milieu de l'année 2009, les travailleuses étrangères ne sont que 45,8% à exercer une activité à temps réduit, contre 60,5% des travailleuses de nationalité suisse. Chez les hommes, les parts correspondantes atteignent respectivement 8,5% et 14,4%.

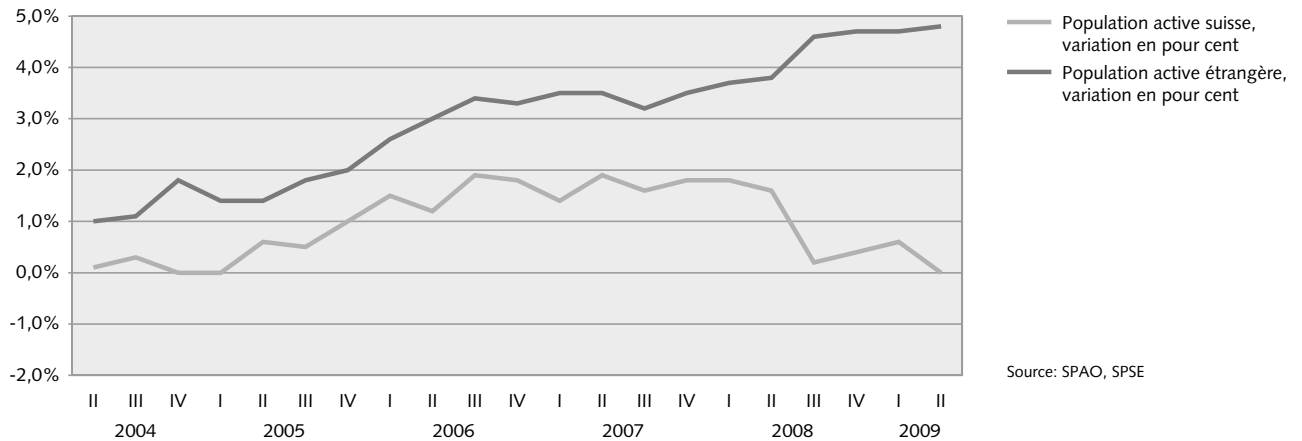
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon l'autorisation de résidence évolue rapidement. La part des travailleurs titulaires d'une autorisation d'établissement est en net recul, passant de 55,3% en juin 2004 à 49,2% en juin 2009. La part des titulaires d'une autorisation de courte durée est aussi en baisse (2004: 5,3%; 2009: 3,6%). Cette évolution s'explique partiellement par la suppression au 1^{er} juin 2007 du contingentement de la main-d'œuvre provenant des pays membres de l'UE-15 (+Chypre et Malte) et de l'AELE: les autorisations de séjour de courte durée ne sont plus utilisées pour faire face à l'épuisement des contingents d'autorisations de séjour. Les autres groupes en revanche gagnent en importance (titulaires d'une autorisation de séjour: 21,6% en juin 2004 contre 28,3% en juin 2009; frontaliers: 16,7% contre 17,2%; catégorie «autres»: 1,1% contre 1,7%).

En 2008, le salaire brut standardisé médian des salariés étrangers est de 12,8% inférieur à celui des Suisses (5315 francs contre 6093 francs). Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part, les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes (en juin 2008, 56,3% des actifs occupés étrangers avaient moins de 40 ans contre seulement 43,3% chez les Suisses). D'autre part, comme cela a déjà été mentionné, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

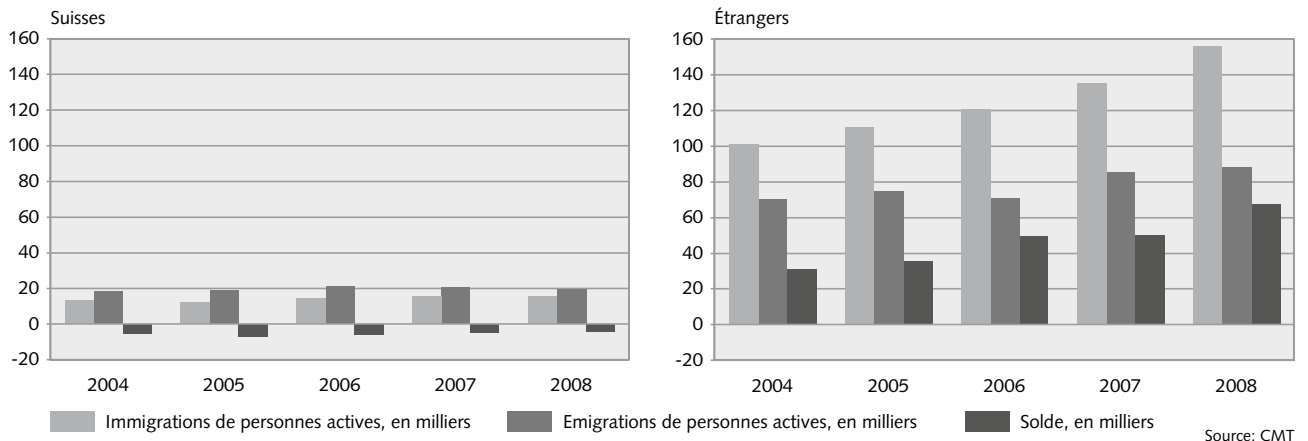
Les chiffres présentés ici ne doivent pas masquer le caractère très hétérogène de la population active étrangère. Des données plus détaillées sur le sujet peuvent être obtenues dans la publication de l'OFS «La population étrangère en Suisse, édition 2008».

2004–2009: La main-d'œuvre suisse et étrangère

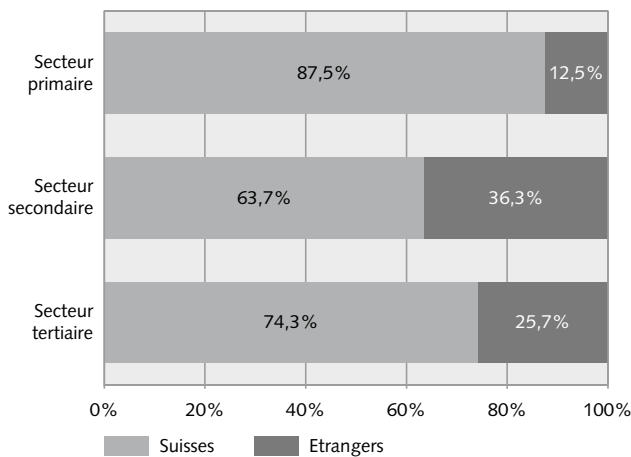
Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, juin 2004 – juin 2009



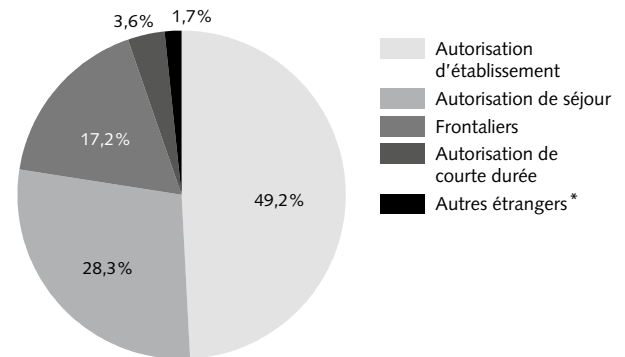
Migration de main-d'œuvre selon la nationalité, en milliers, 2004–2008



Répartition Suisses/étrangers dans les différents secteurs économiques, en pour cent, juin 2009



Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, juin 2009



* Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

Source: SPAO

© Office fédéral de la statistique (OFS)

2004–2009: Evolution dans les différents secteurs économiques

Entre 2004 et 2009, le marché du travail poursuit son processus de tertiarisation. En effet, le secteur des services continue de progresser plus rapidement que le secteur industriel. Pourtant, le secteur secondaire connaît une forte progression à partir de la fin de l'année 2005, l'activité industrielle affichant même en 2006 une progression plus soutenue que l'emploi tertiaire. Ce rebond du secteur secondaire prend toutefois fin dès le second semestre 2007. Du point de vue salarial, la faible différence entre les salaires du secteur secondaire et du tertiaire est trompeuse: une distinction par sexe indique en effet une bien meilleure rémunération dans le secteur des services.

La tertiarisation de l'économie se poursuit entre 2004 et 2009: le nombre d'actifs occupés dans le secteur des services croît de 9,6% pour s'établir à 3,314 millions en juin 2009 (+290'000), alors que celui dans le secteur de l'industrie augmente de 5,9% à 1,041 million (+58'000). Si le secteur tertiaire progresse durant les cinq années de la période sous revue, le secondaire présente une évolution cyclique: le retour de la croissance permet au nombre d'actifs occupés dans ce secteur de connaître rapidement une nouvelle hausse, leur progression dépassant celle observée dans le secteur des services. En juin 2007, le nombre d'actifs occupés du secteur secondaire retrouve un niveau proche de ceux de la précédente période de haute conjoncture (1998-2001). A partir du milieu de l'année 2007, la croissance de l'activité dans le secteur secondaire connaît un net ralentissement et devient négative à partir du 1er trimestre 2009. Le secteur primaire enregistre quant à lui un gain de 8000 personnes entre 2004 et 2009 (+5,3% à 167'000).

Le développement du travail à temps partiel n'est certainement pas étranger à la forte progression de l'activité dans le secteur tertiaire. Entre juin 2004 et juin 2009, 140'000 postes à temps partiel sont créés dans le secteur des services (création nette d'emploi), contre la moitié moins de postes à plein temps (74'000). La part des postes à temps réduit dans le tertiaire passe ainsi de 36,7% en juin 2004 à 38,8% en juin 2009. Dans le secteur secondaire et sur la même période, la part d'emplois à temps partiel est quasi stable (2004: 12,2%; 2009: 12,7%).

Au milieu de l'année 2009, 73,3% des actifs occupés travaillent dans le secteur tertiaire contre 72,6% en juin 2004. Ils ne sont en revanche plus que 23,0% à exercer un emploi dans le secteur secondaire (23,6% cinq ans plus tôt) et 3,7% dans le secteur primaire (3,8% en 2004). Le poids du secteur primaire est plus important en termes de volume d'heures de travail (4,8% du volume total en 2008) en raison d'une durée annuelle de travail par emploi nettement supérieure à la moyenne (1939 heures effectives de travail contre respectivement 1711 heures dans le secteur secondaire et 1462 heures dans le secteur tertiaire).

L'indice des places vacantes et les données du chômage reflètent également l'évolution de l'activité dans les secteurs économiques. Entre juin 2004 et juin 2005, l'indice des

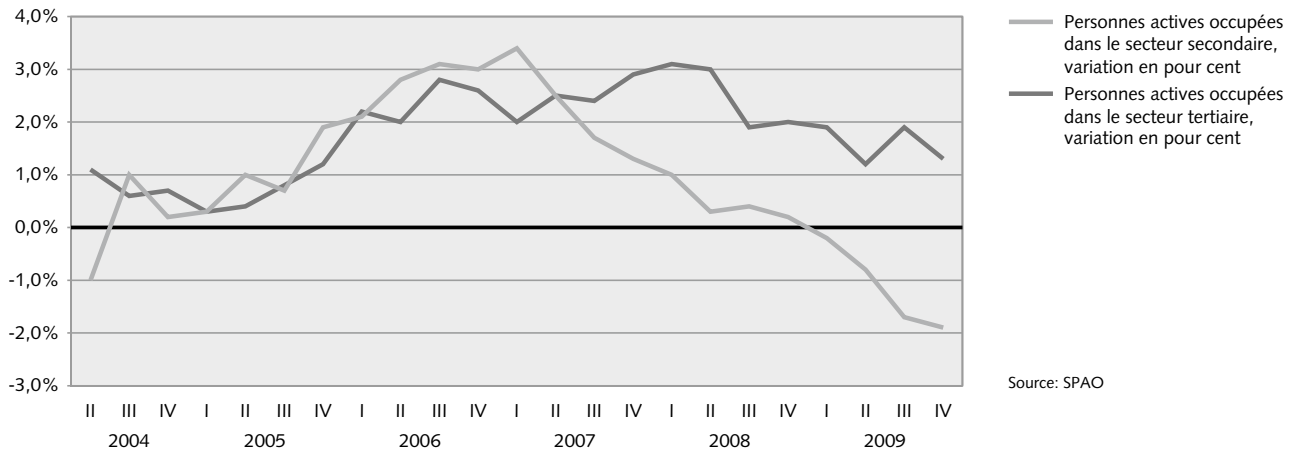
places vacantes reste à un bas niveau (inférieur à 120) aussi bien dans le secteur secondaire que dans le secteur tertiaire. Suite à l'accélération de la croissance, l'indice des places vacantes passe au-dessus des 200 dans les deux secteurs (juin 2008: secondaire 236; secteur tertiaire: 209). Ces valeurs élevées ne se maintiennent pas et, en l'espace d'un an, l'indice des places vacantes chute à 109 dans le secteur secondaire et à 150 dans le secteur tertiaire (juin 2009). Conséquence de la bonne tenue de l'activité dans le secteur de l'industrie durant la période sous revue, la part des chômeurs inscrits issus de ce secteur redescend à 21,5% en juin 2008 (2004: 23,8%) pour remonter à 26,2% une année plus tard (ne sont considérés ici que les chômeurs pour lesquels on dispose de l'information, soit environ 85% des cas).

Avec un salaire brut standardisé médian de 5925 francs par mois en 2008, les salariés du secteur secondaire semblent à première vue mieux rémunérés que ceux du secteur tertiaire (5774 francs). Cette image est cependant trompeuse: en effet, une ventilation des données selon le sexe montre que pour les hommes, le salaire dans le tertiaire (6513 francs) est supérieur au salaire dans l'industrie (6100 francs). Pour les femmes par contre, la différence est très faible (5045 francs dans le secteur tertiaire et 5063 francs dans le secondaire). C'est le fait que les hommes soient proportionnellement bien plus nombreux dans le secondaire qui a pour effet de rééquilibrer les salaires entre les deux secteurs à un niveau agrégé (en juin 2008, les hommes représentent 77,2% des actifs occupés du secondaire contre seulement 47,0% des actifs occupés du tertiaire).

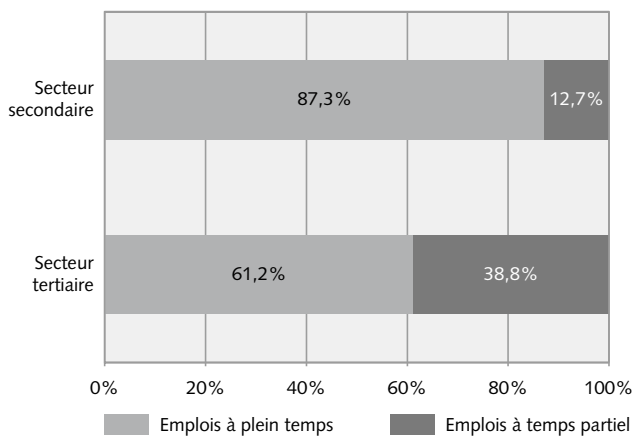
En 2009, le secteur tertiaire connaît en moyenne une progression des salaires nominaux de 2,0% similaire à celle de 2008 (+2,1%) et inférieure à celle du secteur industriel (+2,3%). Les entreprises productrices de services financiers subissent les effets directs de la crise financière et enregistrent des taux inférieurs à la moyenne. Malgré un léger ralentissement de son activité en 2008, l'industrie affiche en 2009 une progression des salaires nominaux de 2,3%, supérieure à celles des années précédentes (2008: +1,8% et 2007: +1,5%). Les grandes branches exportatrices du secteur industriel, qui contribuent fortement à la croissance économique depuis quatre ans, octroient les revalorisations salariales parmi les plus élevées.

2004–2009: Evolution dans les différents secteurs économiques

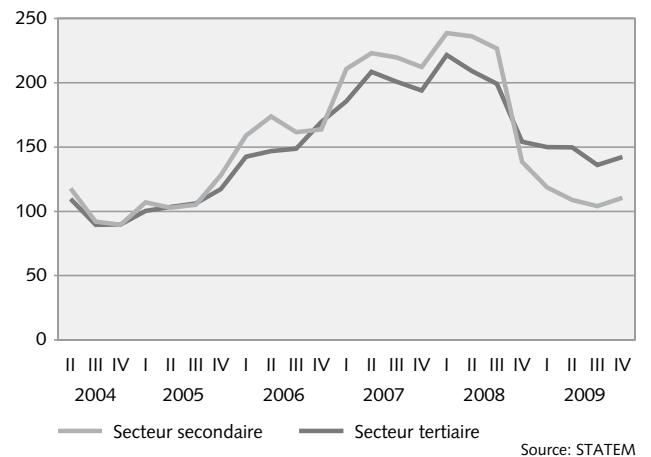
Variation des actifs occupés dans les secteurs secondaire et tertiaire par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, juin 2004 – décembre 2009



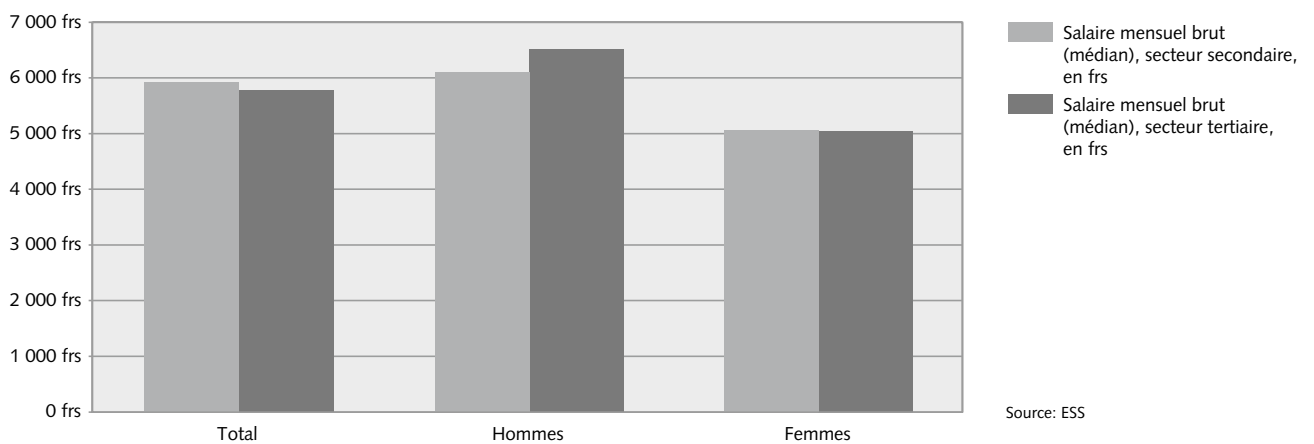
Emplois à plein temps et à temps partiel dans les secteurs secondaire et tertiaire, en pour cent, juin 2009



Indice des places vacantes dans les secteurs secondaire et tertiaire (base 2003=100), mars 2004 – décembre 2009



Salaire mensuel brut standardisé (médiane) selon le secteur économique et le sexe, secteurs privé et public, 2008



2004–2009: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Les sept grandes régions de la Suisse se distinguent tant par l'évolution générale de l'emploi et du chômage que par la structure de leur marché du travail. Entre 2004 et 2009, ce sont la Région lémanique et la région de Zurich qui voient leur population active occupée croître le plus rapidement. Dans ces mêmes régions, la part des personnes occupées dans le secteur des services est la plus élevée, le secteur industriel restant par contre fortement implanté dans la Suisse du Nord-Ouest ainsi qu'en Suisse orientale. Au 2^e trimestre 2009 et après 3 ans de baisse, le chômage progresse à nouveau dans toutes les régions. Comme par le passé, les personnes actives du Tessin et de la Région lémanique sont les plus touchées par le phénomène alors que le chômage se maintient à des niveaux plutôt bas en Suisse centrale et en Suisse orientale. Quant au niveau des salaires, il varie aussi géographiquement, l'écart le plus important se relevant entre la région de Zurich et celle du Tessin.

Entre juin 2004 et juin 2009, le nombre d'actifs occupés augmente dans toutes les grandes régions bien qu'à un rythme variable. Les progressions les plus importantes sont observées dans la Région lémanique (+13,4%) et dans la région de Zurich (+10,8%). La hausse est proche de la moyenne nationale (+8,6%) au Tessin (+9,4%), en Suisse centrale (+8,9%) et en Suisse orientale (+7,6%). Quant au nombre de personnes exerçant une activité professionnelle dans l'Espace Mittelland (+5,7%) et dans le Nord-Ouest de la Suisse (+4,3%), il progresse dans de plus faibles proportions.

Alors que la conjoncture s'améliore au début de l'année 2004, ce n'est qu'à partir de juin 2004 que le nombre de personnes sans emploi entame une lente décrue, tout d'abord dans la région de Zurich et en Suisse centrale, avant de s'amplifier puis de se généraliser en juin 2006 à l'ensemble des régions. Cette période d'embellie économique se prolonge jusqu'à la moitié de l'année 2008, puis le chômage repart rapidement à la hausse suite au ralentissement économique dû à la crise des marchés financiers. Particulièrement touchée, la région lémanique affiche en juin 2009 le taux de sans-emploi le plus élevé (6,2% de la population active de la grande région), en hausse de 1,5 point par rapport à un an auparavant. La hausse est aussi sévère au Tessin (+1,0 à 5,1%), dans le Nord-Ouest de la Suisse (+1,2 à 4,5%) et dans la région de Zurich (+0,9 à 4,2%). Elle est plus modérée dans l'Espace Mittelland (+0,4 à 3,6%) et en Suisse orientale (+0,6 à 3,2%). Quant à la Suisse centrale, elle reste la moins touchée par le phénomène (3,0%), ceci bien que son taux de sans-emploi soit en hausse de 0,8 points en l'espace d'un an.

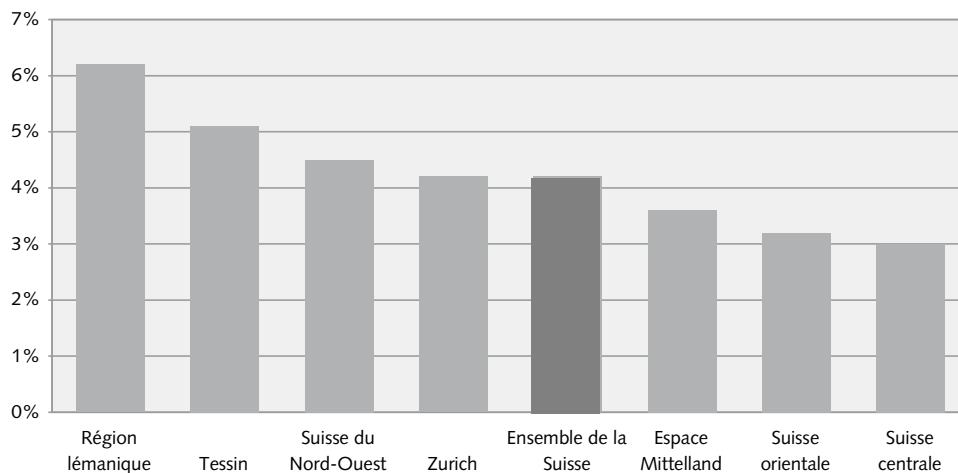
La répartition des personnes actives occupées entre les trois secteurs de l'économie est différente selon les grandes régions: par rapport à la répartition sectorielle nationale (tertiaire:

73,3%, secondaire: 23,0%, primaire: 3,7%), la région de Zurich et la Région lémanique se caractérisent par une forte proportion d'actifs occupés dans les services (Zurich: 81,4%, Région lémanique: 79,4%) ainsi que par de faibles proportions de personnes travaillant dans l'industrie (17,0% et 16,7%). Le secteur primaire y représente respectivement 1,6% et 3,9%. L'Espace Mittelland et la Suisse centrale se distinguent par un secteur primaire relativement fort (respectivement 4,9% et 4,1% des actifs occupés), un secteur secondaire au-dessus de la moyenne (25,6% et 27,8%) et un secteur tertiaire sous-représenté (69,5% et 68,1%). Les régions Suisse du Nord-ouest et Suisse orientale se singularisent par un secteur secondaire important (respectivement 26,7% et 29,2% des actifs occupés); cependant, alors que la Suisse du Nord-Ouest présente une très faible proportion d'actifs occupés dans le secteur agricole (2,7%), leur part est bien plus élevée en Suisse orientale (5,9%). Enfin, le Tessin présente un secteur tertiaire fort (74,8%), un secondaire proche de la moyenne (23,3%) et un secteur primaire sous-représenté (1,9%).

La situation salariale varie selon les grandes régions: avec un salaire brut standardisé médian de 4983 francs par mois en 2008, les salariés au Tessin sont les moins bien rémunérés du pays et gagnent 20,3% de moins que ceux de la région zurichoise (6250 francs), salariés les mieux lotis de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart est resté presque identique à celui de 2006 (20,4%). Entre ces deux extrêmes, le niveau des salaires des cinq autres grandes régions se situe dans un intervalle plus faible: 6095 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 5938 dans la Région lémanique, 5716 dans l'Espace Mittelland, 5674 francs en Suisse centrale et 5439 francs en Suisse orientale.

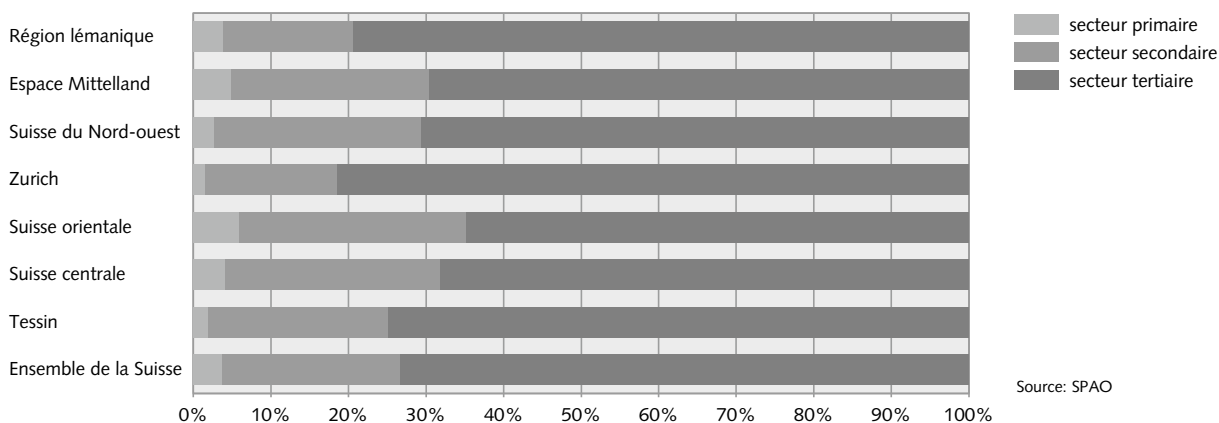
2004–2009: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Taux de sans-emploi par grande région, en pour cent, juin 2009



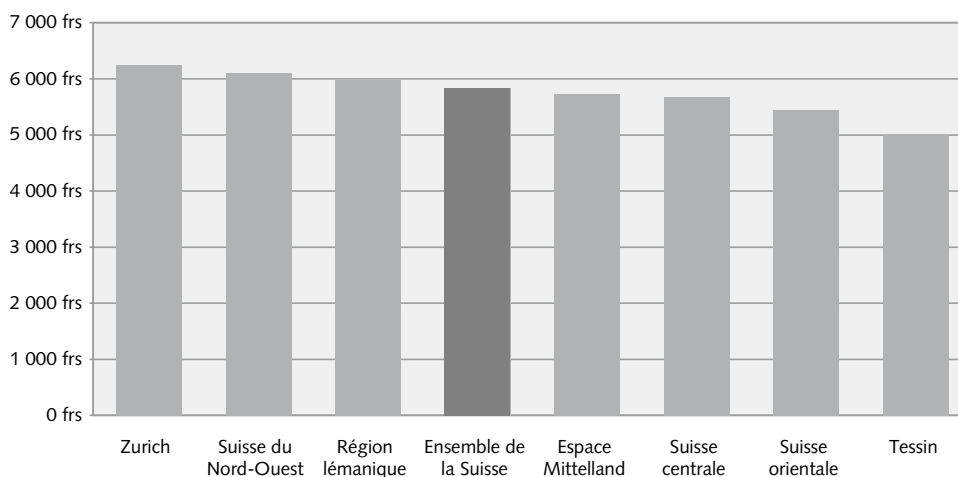
Source: SPSE

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, juin 2009



Source: SPAO

Salaire mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2008



Source: ESS

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2010 et perspectives à court terme

La faible conjoncture caractérisant une grande partie de l'année 2009 n'a pas plongé durablement le marché suisse du travail dans la morosité. Au 1^{er} trimestre 2010, tant le nombre de personnes actives occupées que le nombre d'emplois progressent par rapport au 1^{er} trimestre 2009, grâce à la croissance dans le secteur tertiaire. A la fin du 1^{er} trimestre 2010, le chômage se maintient à un niveau élevé, mais le lent retour à un contexte économique favorable pourrait à court terme favoriser un changement de tendance: sur les trois premiers mois de l'année, le nombre de chômeurs inscrits diminue en valeurs désaisonnalisées. Enfin, l'orientation à la hausse de l'indice des places vacantes et de l'indicateur des prévisions d'évolution d'emploi traduisent un léger regain d'optimisme pour le 2^e trimestre 2010 de la part des entreprises.

Le marché suisse du travail a bien résisté aux difficultés conjoncturelles de l'année 2009. A la fin du 1^{er} trimestre 2010, le nombre d'actifs occupés s'élève à 4,535 millions, en hausse de 0,3% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Cette progression est due principalement à la hausse du nombre de femmes actives occupées (+0,6%); le nombre d'hommes n'augmente que de 0,1%, après avoir été en recul durant 3 trimestres. En l'espace d'un an, le nombre de travailleurs de nationalité suisse a légèrement reculé (-0,1% à 3,289 millions au 1^{er} trimestre 2010) alors que le nombre de travailleurs de nationalité étrangère a progressé de 1,3% (1,246 million). Chez ces derniers, la hausse s'observe exclusivement dans les trois principales catégories d'autorisation de séjour: le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour (+5,0%), celui des travailleurs frontaliers (+2,0%) et celui d'actifs occupés titulaires d'une autorisation d'établissement (+0,2%) sont en progression alors que le nombre de travailleurs titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée (-9,5%) et celui des actifs occupés de la catégorie «autres étrangers» (-11,7%) sont en diminution. Enfin, le nombre d'actifs occupés progresse dans cinq des sept grandes régions (Zurich: +0,7%; Région lémanique: +0,5%; Suisse centrale: +0,3%; Tessin: +0,3%; Suisse orientale: +0,2%), se stabilise dans l'Espace Mittelland et diminue légèrement dans la Suisse du Nord-Ouest (-0,1%).

Les indicateurs relevés auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire soulignent aussi la solidité du marché suisse du travail et plus particulièrement du secteur tertiaire. Après un 4^e trimestre 2009 en léger recul, le nombre d'emplois s'inscrit à nouveau en légère hausse au 1^{er} trimestre 2010 par rapport à un an auparavant (+0,1%; +3400 emplois). Cette progression est exclusivement le fait du secteur tertiaire qui gagne 23'300 emplois (+0,8%) en l'espace d'un an. Avec la perte de 19'900 emplois, le recul observé dans le secteur secondaire est moins marqué (-1,9%) que lors des trois précédents trimestres. En ce début d'année, l'évolution de l'emploi se caractérise aussi et toujours par la progression du nombre de postes à temps partiel (+21'500) et la diminution du nombre de postes à plein temps (-18'000).

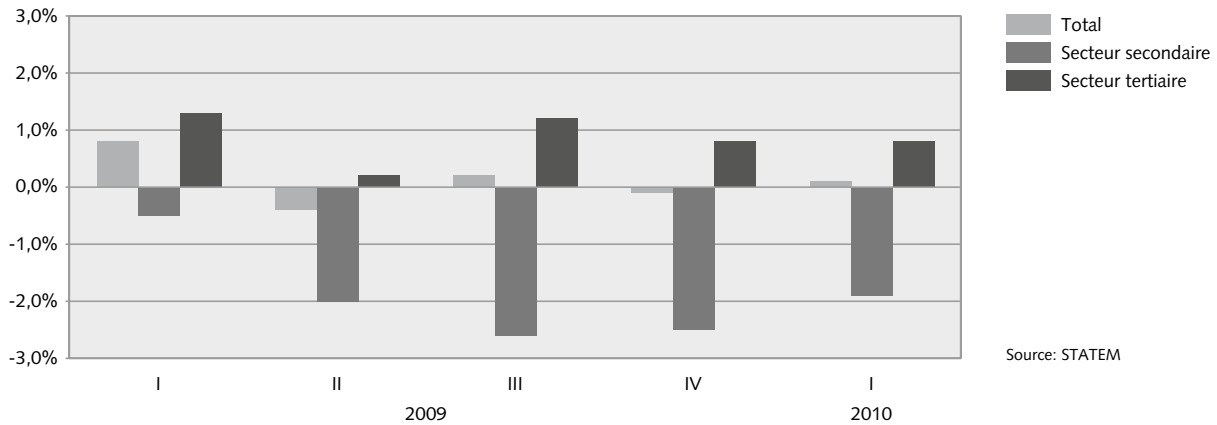
Malgré la résistance de l'emploi, la faible conjoncture a eu comme conséquence une forte augmentation du nombre de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement. En mars 2010, on dénombre 166'000 chômeurs inscrits, soit 31'300 de plus (+23,2%) qu'en mars 2009 (134'700). Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) connaît aussi une augmentation entre mars 2009 (57'300) et mars 2010 (65'500). Toutefois, en valeurs désaisonnalisées, le nombre de chômeurs inscrits s'est réduit sur les trois premiers mois de l'année 2010 par rapport à décembre 2009, laissant entrevoir un possible changement de tendance.

Les indicateurs à court terme des enquêtes auprès des entreprises sont plutôt favorables pour le 2^e trimestre 2010: L'indice des places vacantes est en hausse de 2,9% à fin mars 2010 par rapport à fin mars 2009 et l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi à trois mois augmente de 4,7%. Selon ces deux indicateurs, le recul des emplois devrait être toujours moins marqué dans le secteur secondaire (indice des places vacantes: +11,0%; indices des prévisions d'évolution d'emploi: +8,5%). Dans le secteur tertiaire, l'indice des places vacantes est stable alors que l'indicateur des prévisions d'évolution d'emploi croît de 3,3%.

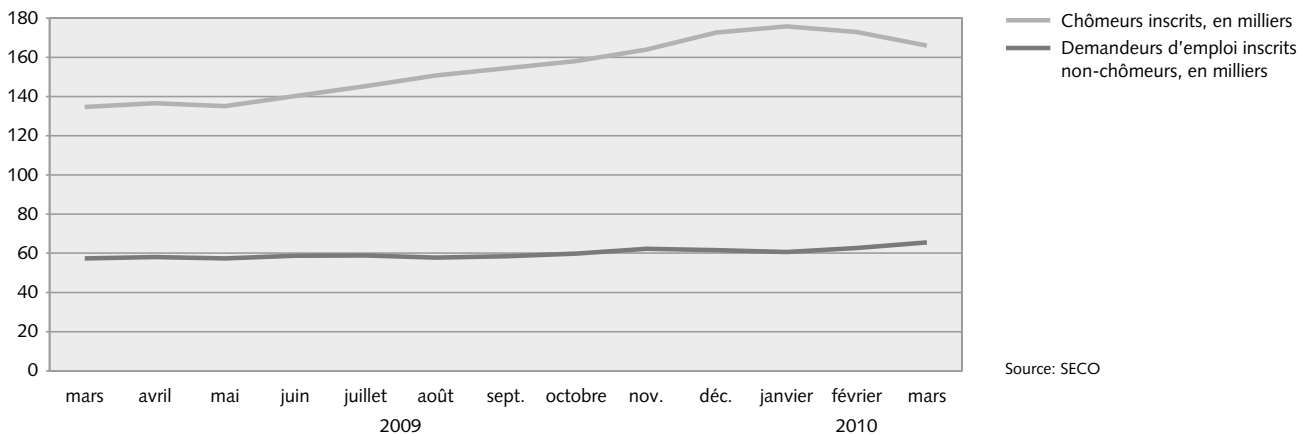
Du côté des salaires, les accords conclus à l'automne 2009 par les partenaires sociaux des principales conventions collectives de travail ont abouti pour 2010 à une hausse moyenne des salaires effectifs de 0,7% en termes nominaux (secteur secondaire: +0,4%; secteur tertiaire: +1,0%). Cette augmentation des salaires dans le domaine conventionnel ne compenserait pas le renchérissement moyen attendu pour 2010.

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2010 et perspectives à court terme

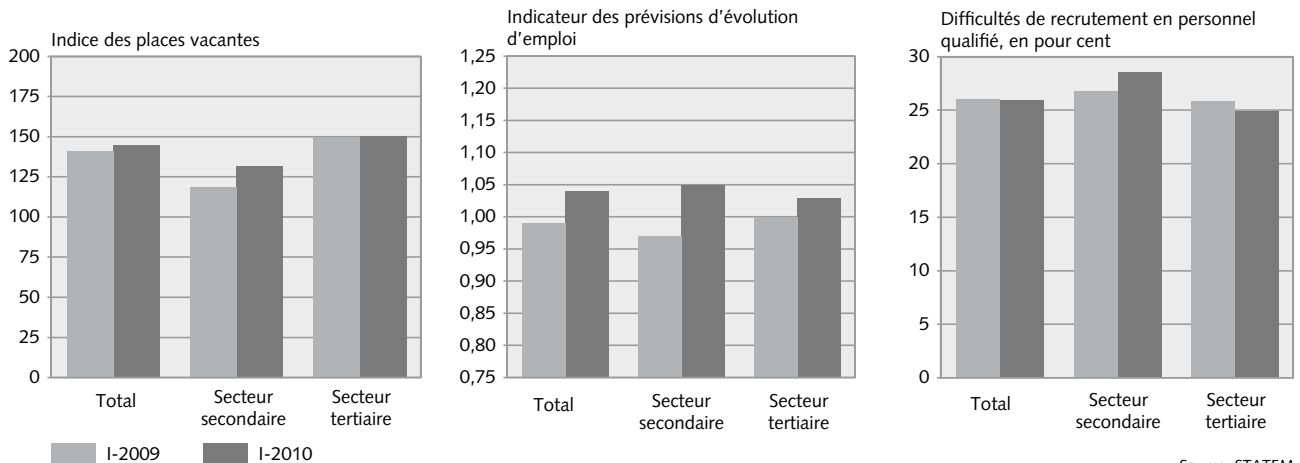
Variation du nombre d'emplois dans les établissements, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, mars 2009 – mars 2010



Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2009 – mars 2010



Indice des places vacantes, indicateur des prévisions d'évolution d'emploi et difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire, mars 2009 et mars 2010



Le marché suisse du travail en comparaison internationale

Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe, en raison de la forte participation des femmes à la vie active, mais aussi du fait que les travailleurs entrent généralement plus tôt sur le marché du travail et en sortent plus tard. Si le travail à temps partiel est nettement plus répandu en Suisse que dans la plupart des autres pays d'Europe, la durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps est très élevée. Le taux de sans-emploi en Suisse représente la moitié du taux de sans-emploi moyen de l'Union européenne. Les salaires exprimés en euros sont parmi les plus élevés mais baissent lorsque, pour tenir compte du niveau des prix, on les convertit en pouvoir d'achat standard. Même si les indicateurs des pays scandinaves se différencient toujours de ceux du sud et de l'est de l'UE, les différences entre ces trois groupes de pays se sont en partie atténuées.

Au 2^e trimestre 2009, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 68,4% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (81,3%) et la Norvège (73,4%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 61,3%; Allemagne: 59,5%; France: 57,0%; Italie: 48,8%). L'Italie, Malte (49,7%) et la Hongrie (50%) présentent par ailleurs les taux d'activité les plus faibles d'Europe, l'écart avec l'Islande étant supérieur à 30 points; la moyenne de l'UE s'établit à 57,6%.

Dans les pays où le taux d'activité est élevé, les travailleurs entrent dans la vie active plus tôt et se retirent plus tard que dans les pays où le taux d'activité est bas. C'est dans les groupes d'âges de 15 à 24 ans et de 50 à 64 ans qu'on observe les taux d'activité les plus variables selon les pays. Les taux de participation des femmes à la vie active diffèrent également d'un pays à l'autre. A Malte (33,0%), en Italie (38,5%), en Hongrie (42,8%) et en Grèce (43,4%), par exemple, moins de la moitié des femmes de 15 ans et plus sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 76,6%; Norvège: 70,3%; Danemark: 61,3%; Suède: 60,5%; Finlande: 58,6%). Dans l'UE, près d'une femme sur deux est active (50,5%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 61,8%.

La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 33,3% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 57,2%). Seuls les Pays-Bas nous devancent (48,2%; femmes: 76,0%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Grèce (6,0%; femmes: 10,4%), dans la partie orientale de l'UE ainsi que dans les pays baltes. Les valeurs les plus basses s'observent en Bulgarie (2,6%; femmes: 3,1%) et en Slovaquie (4,0%; femmes: 4,9%).

Au 2^e trimestre 2009, le chômage a progressé dans pratiquement tous les pays par rapport au trimestre correspondant de 2008. Avec un taux de sans-emploi de 4,1% (2009), la Suisse fait partie des pays d'Europe les moins touchés par la crise économique. Seuls la Norvège et la Suède enregistrent un taux de sans-emploi inférieur (3,3% tous les deux). Le taux de sans-

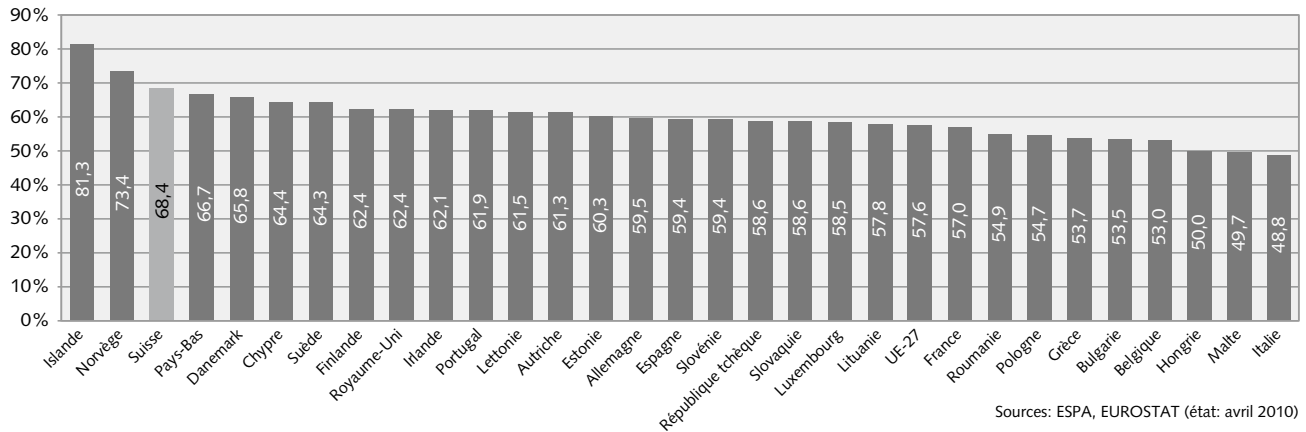
emploi dans l'UE (8,7%) est en moyenne deux fois plus élevé qu'en Suisse et l'Espagne présente toujours le taux le plus élevé d'Europe (17,9%, +7,5 points). Les pays baltes et l'Irlande, qui un an auparavant affichaient des taux en-dessous de la moyenne européenne, ont été fortement affectés par la hausse du chômage et présentent des taux de sans-emploi élevés au 2^e trimestre 2009 (Lettonie: 16,7%, +10,4 points; Lituanie: 13,6%, +9,1 points; Estonie: 13,5%, +9,5 points; Irlande: 12%, +6,7 points).

Les Suisses travaillent 41,7 heures par semaine. Ce chiffre n'est dépassé que par l'Islande (44,2 heures), le Royaume-Uni et l'Autriche (42,2 heures tous les deux). La majorité des pays de l'est de l'UE, tels que la Bulgarie, la République tchèque, la Slovaquie et la Roumanie présentent aussi des durées normales de travail supérieures à 41 heures par semaine. La durée hebdomadaire du travail est nettement inférieure à la moyenne européenne (40,4 heures) en Norvège (38,5 heures), en Irlande (38,2 heures) et au Danemark (37,7 heures).

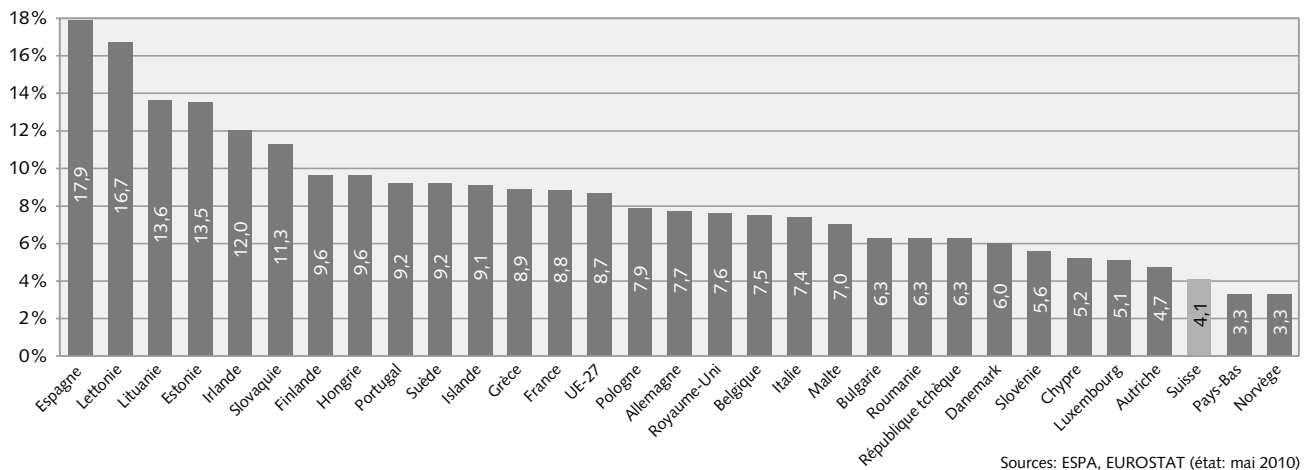
Enfin, si l'on considère le salaire annuel brut moyen des travailleurs à plein temps dans l'industrie et les services marchands, le fossé reste marqué entre les pays du nord de l'UE 15 et les nouveaux pays membres de l'UE. Convertis en euros, les salaires les plus élevés s'observent au Danemark, en Norvège, au Luxembourg, en Suisse, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique (plus de 40'000 euros) et les salaires les plus bas en Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lituanie et en Lettonie (moins de 9000 euros). Avec 21'310 euros, Chypre enregistre le salaire le plus élevé parmi les nouveaux pays membres de l'UE et dépasse les salaires les plus bas de l'UE 15 enregistrés au Portugal (16'691 euros) et en Grèce (16'739 euros). L'analyse des salaires en termes de pouvoir d'achat standard (PAS) supprime l'effet des différences de niveau de prix et induit des modifications dans le classement des pays, en particulier dans la partie supérieure. Ainsi, la Suisse avec 36'106 PAS par année n'occupe plus que la neuvième position comparée à la quatrième dans la comparaison en euros.

Le marché suisse du travail en comparaison internationale

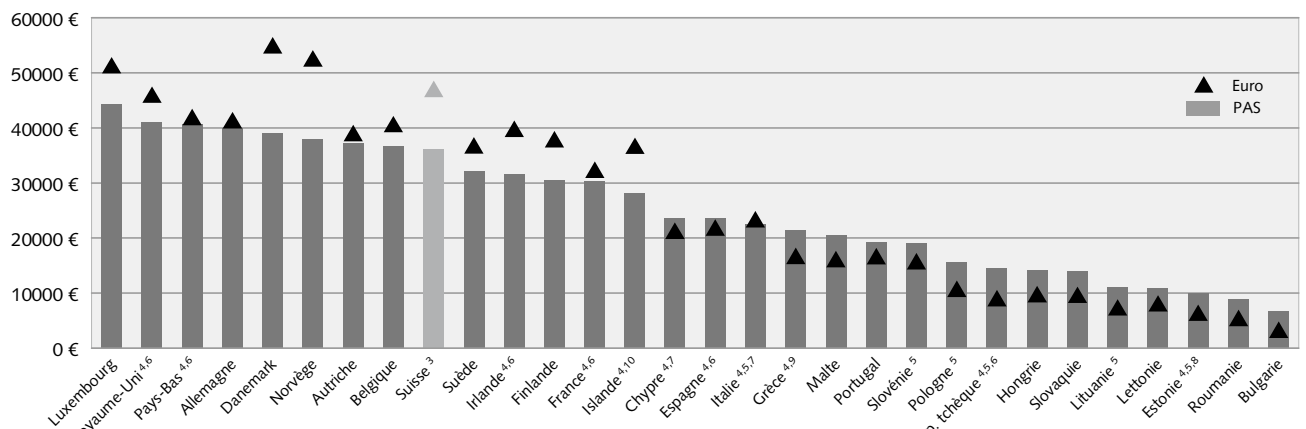
Taux d'activité standardisé (personnes de 15 ans et plus) en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2009



Taux de sans-emploi des personnes âgées de 15 à 74 ans, en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, 2009



Salaire brut annuel moyen des salariés à plein temps (secteurs de l'industrie et des services marchands¹), en Suisse et dans les états de l'UE et de l'AELE, en PAS² et en Euro, 2008



¹ Industrie et services marchands, sections B à N de la NACE Rév.2 ² Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays ³ Médiane ⁴ Industrie et services (sauf administration publique, enseignement, santé et autres services collectifs et personnels), sections C à K de la NACE Rév.1.1 ⁵ Equivalents plein temps ⁶ 2007 ⁷ 2006 ⁸ 2005 ⁹ 2003 ¹⁰ 2002

Sources: Enquête suisse sur la structure des salaires, EUROSTAT (état: mai 2010)

